

PAPR 2025

POINT ANNUEL DES PAYS À RISQUES

Bilan des alertes – Pays à surveiller –
Analyses par zone – Agenda

Avant-propos

En 2025, **anticipation et détection des signaux faibles** resteront les clés d'une sûreté maîtrisée face à une **dynamique de déconstruction** de l'ordre mondial hérité de 1945

Guerres en Ukraine, au Proche-Orient et au Soudan, mais aussi catastrophes naturelles, crises politiques et sociales ou encore séquences électorales rebattant les cartes des équilibres internationaux. **L'instabilité voire l'incertitude** dans lesquelles a plongé le monde en 2024, touchent les entreprises à tous les niveaux : la **sécurité de leurs collaborateurs** en premier lieu, mais aussi la **continuité voire la pérennité de leurs activités**. Pour les déplacements, un élargissement des zones à risque est tout particulièrement observé au Moyen-Orient et en Afrique.

Bénéficiant d'une expérience unique sur son marché, celui de la prévention et la gestion des risques, Scutum Security First (SSF) offre à ses clients une **approche globale, cohérente et proactive** pour leur permettre de faire face à une situation de polycrise, voire de permacrise, appelée à se poursuivre en 2025.

En 2024, près de **11 000 alertes** de sûreté-sécurité ont été publiées par notre service de veille, en progression de près de 10% par rapport à 2023. Dans le même temps, parmi les 208 pays et territoires placés sous veille, une quinzaine ont vu leur **évaluation sécuritaire globale** dégradée par nos analystes. Au travers du Point mensuel des pays à risques (**PMPR**) ont été mis en lumière chaque mois la liste des 10 pays à surveiller, et identifiés les événements marquants du mois à venir.

En complément, nos **bulletins régionaux** sont revenus chaque semaine sur les actualités marquantes des grandes zones d'intérêts de nos clients, qu'il s'agisse d'actualités sécuritaires mais aussi politiques, économiques et sociales voire sanitaires ou climatiques. Des **veilles renforcées** ont été mises en place pour accompagner plus spécifiquement nos clients en **gestion de crise**, en particulier au Liban et à Mayotte, ou pour **l'organisation de leurs grands événements** (compétitions sportives, conférences internationales, assemblées générales, etc.).

Notre réseau dense de **contacts terrain**, couplé à des **expertises fines** et à une maîtrise d'outils de **datamining** et d'**intelligence artificielle (IA)** dédiés, nous ont ainsi permis de répondre aux besoins spécifiques de chacun de nos clients, que ce soit

pour préparer leurs déplacements, sécuriser leurs projets et événements, former leurs personnels, ou gérer les crises ayant affecté leurs activités.

L'incertitude et l'impact croissant du risque géopolitique sur les déplacements et les activités des opérateurs nécessitent en effet de disposer d'**outils d'anticipation et d'analyse plus fins et fiables**. Un besoin d'autant plus stratégique à l'heure de **l'intensification de la désinformation** et des enjeux autour de la **montée en puissance de l'IA** comme outil de déstabilisation géopolitique, qui fait également peser un risque croissant d'atteinte aux entreprises dans le cadre des guerres de désinformation instrumentalisées par divers acteurs publics et privés.

En parallèle de ces défis et des instabilités évoquées à l'échelle internationale, les reconfigurations en cours engendrent aussi de **nouvelles perspectives** (zones de déplacements, marchés novateurs, évolutions des politiques). Dans le sillage de bouleversements géopolitiques de plus en plus soudains et difficiles à anticiper, des situations longtemps figées sont **susceptibles d'évoluer rapidement** en 2025, ouvrant de nouveaux horizons dans un contexte commercial international en pleine redéfinition.



SOMMAIRE

Bilan 2024 des alertes SSF 4

10 pays à surveiller 5

Carte SSF des pays & zones à risques 6

Analyses par zone

Afrique sub-saharienne 7

Afrique du Nord & Moyen-Orient 9

Amériques 11

Asie-Pacifique 13

Europe & CEI 15

Agenda 2025 17

Scrutins et échéances majeures 18

Bilan 2024 des alertes

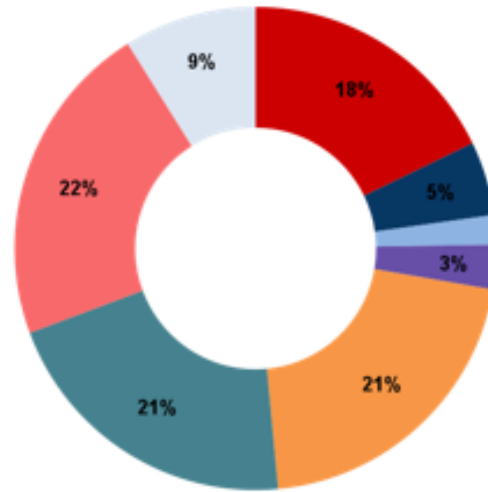
+ 11 000 alertes
+ 400 critiques
ou urgents

En 2024, SSF a diffusé **11 007 alertes de sécurité/sûreté**, tous types de risques confondus, afin d'informer ses clients des événements susceptibles d'affecter leurs intérêts et la sécurité/sûreté de leurs collaborateurs.

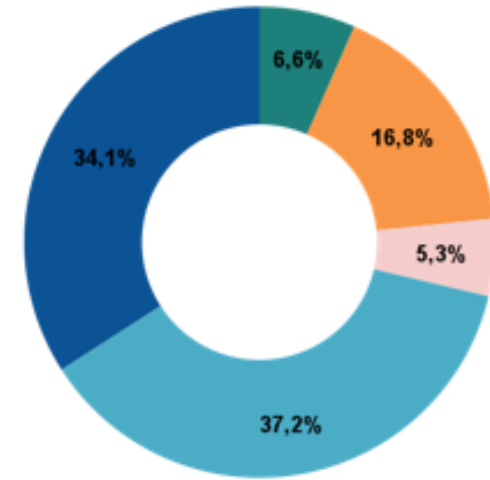
Sur ces alertes, près de 400 ont été de niveau critique ou urgent, avec pour ces dernières une **activation de notre Security Operations Center (SOC) 24/7**.

Dans le prolongement de l'année 2023, la proportion d'alertes liées aux **conflits et à la violence armée** reste élevée dans plusieurs régions du monde (MENA, Afrique, Amériques, Europe). La proportion des alertes traitant des risques **climatiques** et **sociopolitiques** reste globalement stable à l'échelle mondiale mais a augmenté significativement en 2024 dans certaines régions, à l'instar de l'**Europe** pour les risques climatiques et de l'**Asie** pour les risques sociopolitiques.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



TYPLOGIE DES RISQUES

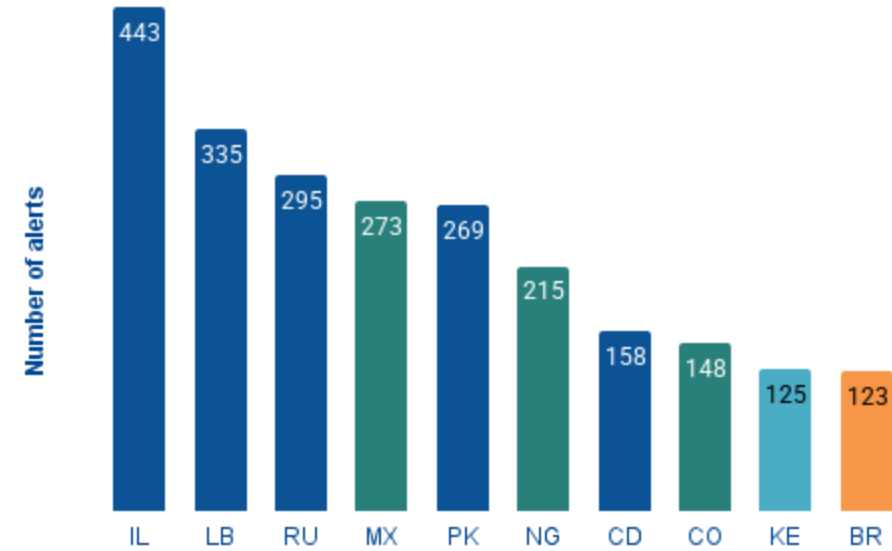


10 pays à surveiller



Israël et les Territoires palestiniens, le Liban, la Russie, le Mexique, le Pakistan, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la Colombie, le Kenya et le Brésil sont les pays ayant fait l'objet du plus grand nombre d'alertes SSF en 2024. Ces 10 pays ont totalisé **2 384 alertes** de sécurité-sûreté, représentant **21%** de l'ensemble des alertes émises au cours de l'année 2024.

Les pays en guerre de long terme ou au taux d'insécurité générale particulièrement élevé (Afghanistan, Libye, Syrie, Yémen, Somalie, Soudan et Ukraine) sont volontairement exclus de ce classement, de même que les pays ne présentant pas de risques particuliers mais ayant généré un grand nombre d'alertes (Etats-Unis, France, etc.).



Nombre d'alertes émises durant l'année 2024 et risque majoritaire par pays



Carte / Pays & zones à risques



/ Afrique sub-saharienne

Un continent à deux vitesses : entre **transitions pacifiques, effondrement démocratique** et **dégradation sécuritaire**

Année électorale stratégique, 2024 a marqué un tournant pour plusieurs pays du continent. Certains Etats ont connu une normalisation ou continuité politique (Tchad, Rwanda, Comores), ou une transition pacifique/alternance (Namibie, Botswana, Afrique du Sud, Ghana, Sénégal, Maurice), après une période d'incertitudes pour certains. D'autres scrutins ont été **non tenus ou ajournés (Burkina, Soudan du Sud, Mali et Guinée)**. A l'échelle du continent, **l'Afrique australe** reste relativement préservée des remous politiques et sécuritaires, à l'exception du **Mozambique**, confronté à la persistance de la menace terroriste dans le Nord et à une **crise postélectorale majeure depuis octobre**.

A contrario, des crises de gouvernance, une recrudescence des tensions socio-politiques et une dégradation sécuritaire ont notamment impacté les Etats d'**Afrique de l'Ouest/centrale** (Mali, Niger, Burkina, Guinée, dans une moindre mesure Gabon et Tchad). Outre les **tensions diplomatiques** entre les partenaires occidentaux et les régimes militaires de la zone, l'année 2024 a concrétisé la rupture au sein même des pays ouest africains entre "pro" et "anti"

CEDEAO avec des **conséquences sécuritaires indirectes** (frontière Bénin/Niger, dégradation de la coopération régionale anti-terroriste ayant profité aux groupes djihadistes dans les pays côtiers). Ce contexte a également favorisé l'**exposition de certains opérateurs étrangers**, à la fois concernant la sécurité de leurs actifs ou leurs relations avec les autorités locales. Des vulnérabilités également exploitées par les puissances étrangères impliquées de manière croissante au plan militaire, dans l'exploitation des ressources économiques et dans des actes d'ingérence sur le continent (Russie, Chine, Turquie, Iran).

A noter également, la persistance des **crises aux implications régionales** en **Afrique centrale et de l'Est**, ayant engendré une dégradation des relations diplomatiques (Soudan/Tchad ; Rwanda/RDC). Dans ce prolongement, on relève des **impacts socio-humanitaires** (réfugiés, déplacés) grandissants dans ces zones susceptibles de perturber durablement les structures sociales locales (Soudan, Nigeria, Mali, RDC, Burkina, Cameroun). Des zones fragilisées en outre par de fortes **tensions sur les ressources** et la **violence croissante des phénomènes climatiques** saisonniers.

On relève également une accentuation de la **polarisation des sociétés africaines**, avec en

particulier une jeunesse connectée et marginalisée socio-économiquement, en **rejet des élites politiques et partenaires traditionnels**, et susceptible de se mobiliser en masse via les réseaux sociaux (Kenya, Nigeria).

Au plan sanitaire, l'épidémie de nouveau variant **Mpox** a principalement affecté les pays d'**Afrique centrale**, sans effet majeur sur les déplacements et avec un sensible ralentissement des contaminations observé fin 2024, après le lancement des campagnes de vaccination.



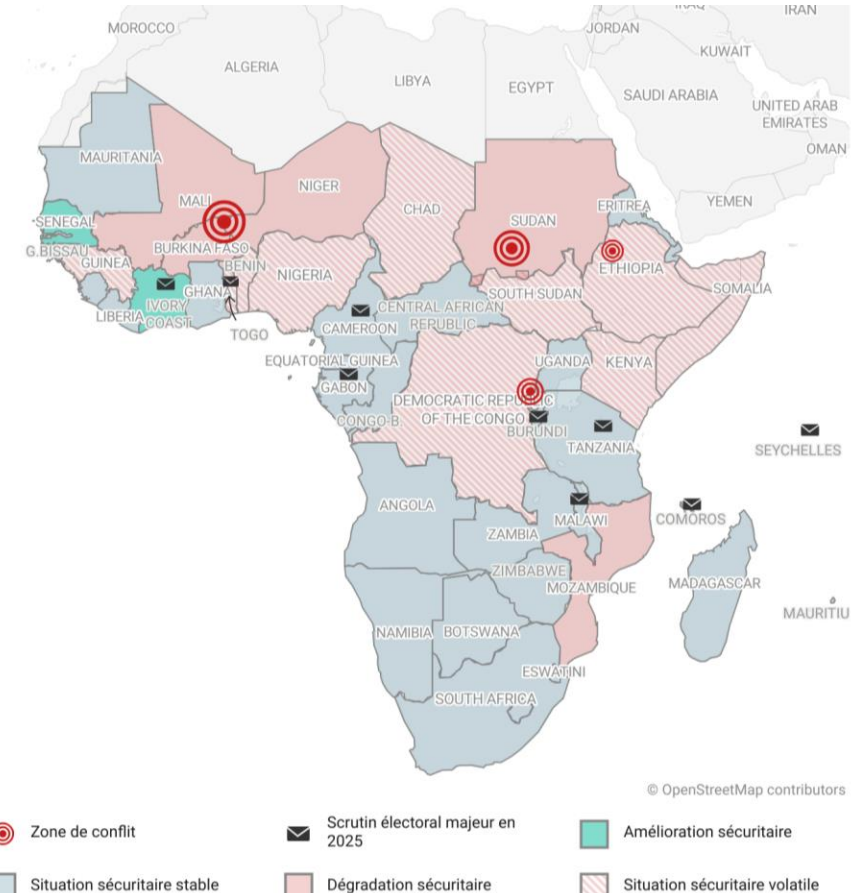
Les chefs d'Etat du Mali, Niger et Burkina Faso pour le premier sommet de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en juillet 2024

/ Afrique sub-saharienne

A surveiller en 2025 : persistance des **foyers d'instabilité, ruptures et nouvelles opportunités**

- La **reconfiguration des rapports de force internes et géopolitiques régionaux** pourrait engendrer de nouvelles opportunités d'affaires pour les opérateurs (nouvelles destinations attractives, activités accrues sur les marchés de la transition énergétique ou les infrastructures). Si l'élection de Donald Trump ne devrait pas avoir d'impact sécuritaire notable sur le continent, l'éventuelle **diminution d'un soutien économique sectoriel américain** pourrait profiter à d'autres puissances.
- **Plusieurs scrutins stratégiques** potentiellement sensibles sont à suivre en 2025 : au **Cameroun** (succession du président Biya et défi de l'unité), au **Togo** (confirmation de la prolongation du régime), en **Côte d'Ivoire** (nouveau test démocratique), en **Tanzanie** (confirmation ou non de l'ouverture du régime dans un contexte de tensions croissantes entre le pouvoir et l'opposition) et des **fin de transition annoncées** incertaines/à double tranchant (**Guinée, Gabon**).

- L'évolution de certains conflits pourrait modifier durablement le paysage sécuritaire régional, notamment au **Soudan** avec un risque de violences généralisées aux répercussions régionales alors que le conflit est entretenu par des puissances étrangères (Emirats, Tchad, Egypte, Russie, Iran) et avec un désengagement américain éventuel ; au **Sahel, avec une poussée djihadiste** exposant davantage les centres urbains et zones frontalières (Bénin, Sénégal et Guinée) ; l'enlisement du conflit dans **l'est de la RDC** et une potentielle aggravation des relations avec le Rwanda ; ou encore les **tensions croissantes entre la Somalie et l'Ethiopie**, susceptibles d'accroître l'instabilité dans la Corne de l'Afrique.



Les tendances sécuritaires cartographiées ici valent pour l'année 2024

Map: Scutum Security First (SSF) • Created with Datawrapper

MENA

Une année jalonnée d'**altérations structurelles** : des guerres aux coûts élevés pour des changements de donne durables ?

Après une régionalisation croissante du conflit dans la bande de Gaza à l'initiative d'un front de soutien au Hamas qualifié d'« axe de la résistance » par l'Iran qui l'a fondé et articulé, **deux points de rupture majeurs** ont marqué l'année passée et continueront en 2025 de bâtir un **nouvel équilibre stratégique régional**.

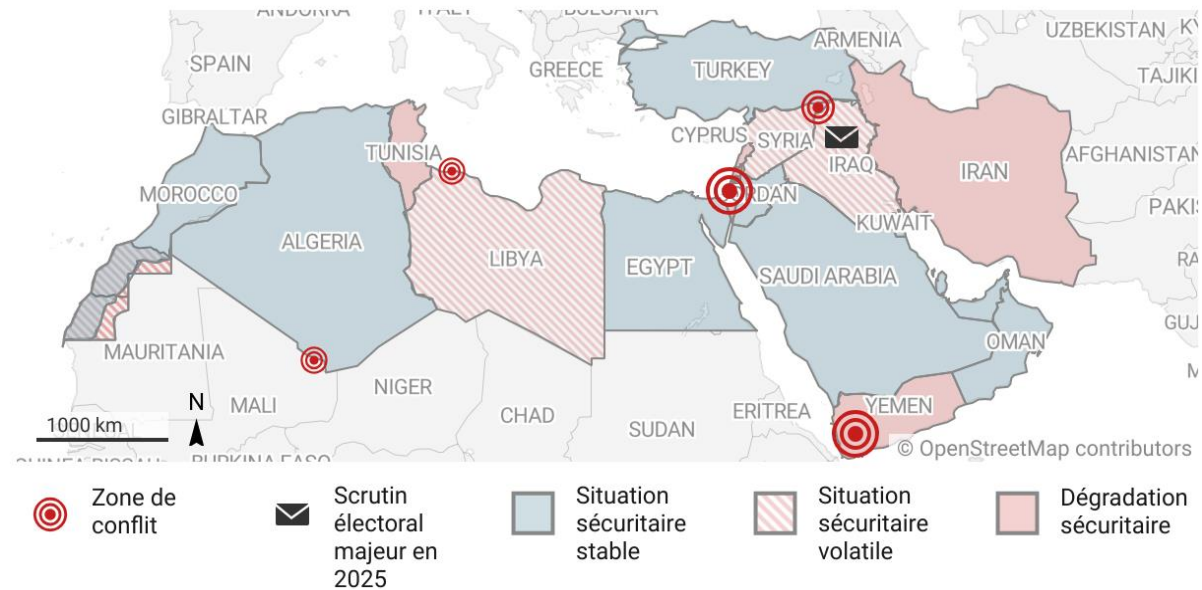
En premier lieu, **l'offensive d'Israël face au Hezbollah au Liban** à partir de septembre 2024 (attaques des bipeurs et talkies-walkies les 17 et 18, campagne massive de bombardements aériens sur le Sud-Liban le 23 et élimination d'Hassan Nasrallah le 27) a constitué une lame de fond qui a amorcé **l'effritement de l'emprise stratégique iranienne au Proche-Orient**. Ce déferlement n'a pas épargné le **régime de Bachar al-Assad en Syrie**, dont d'importants sites militaires et logistiques liés aux Gardiens de la Révolution iraniens et au Hezbollah ont été visés de manière répétée par des frappes israéliennes tout au long de l'année 2024.

C'est dans cette lignée que **l'offensive éclair des rebelles syriens menés depuis Idlib par Hayat Tahrir al-Sham (HTS)** a conduit à la chute du régime de Bachar al-Assad le 8 décembre 2024. Ce deuxième point de rupture majeur a creusé le **déracinement**

régional de l'Iran, ouvrant la voie à une reconfiguration structurelle des équilibres stratégiques au Moyen-Orient, qui devrait s'amorcer dès le début de l'année 2025. A cet égard, **l'élection le 9 janvier de Joseph Aoun** à la présidence de la République libanaise atteste du **retour de l'influence saoudienne** (et occidentale) dans le pays, au détriment des formations pro-iraniennes.

En parallèle, le **retour de Donald Trump au pouvoir** annonce, à l'image de son premier mandat (2016-2020), une **priorisation des intérêts stratégiques israéliens** et des **pays du Golfe** sur la scène régionale.

Dans cette configuration, la **stabilité du régime iranien apparaît menacée**, bien que la perspective d'une guerre régionale entre Israël et l'Iran reste peu envisageable compte tenu des coûts dévastateurs qu'elle engendrerait à l'échelle régionale, voire internationale. Il est cependant probable que des actions, relevant de la force ou de la négociation, soient menées dans un avenir proche en vue de **contraindre le régime iranien à accepter le nouveau statu quo régional**.



/ MENA

La reconfiguration des rapports de force, un mouvement long et très probablement heurté

Dans le sillage des reconfigurations à l'œuvre, des risques substantiels de crise émergent ou se confirment, en particulier concernant :

- Le **devenir de la cause palestinienne** dans des sociétés arabes majoritairement hostiles à toute normalisation avec Israël en l'absence d'Etat palestinien, dont le projet politique est pour l'heure annihilé par la précarité du cessez-le-feu dans la bande de Gaza et la hausse des violences en Cisjordanie ;
- Les **risques de déliquescence de l'unité régionale kurde** entraînés par les luttes politiques intestines au Kurdistan irakien et les efforts turcs, par la force et les pourparlers, de désolidarisation de la branche syrienne (PYD et YPG) du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avec ce dernier ;
- La **menace de partition territoriale qui pèse sur la Syrie** où le nouveau pouvoir est d'entrée de jeu affaibli par les **ingérences étrangères** (Turquie, Qatar, Israël, Etats-Unis notamment) et les **vides sécuritaires** susceptibles de renforcer certains groupes armés, dont les rebelles druzes

autonomes dans le Sud, le groupe Etat islamique dans le désert entourant Palmyre et les factions pro-turques de l'Armée nationale syrienne (ANS) qui affrontent dans le Nord-est du pays les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes des YPG) ;

- Les **risques liés à l'affaiblissement stratégique de l'Iran**, notamment en **Irak** où les milices chiïtes pro-Iran maintiennent une influence politico-sécuritaire centrale ainsi qu'au **Yémen** où le pouvoir des **Houthi** est menacé d'isolement (déjà amorcé par les bombardements israéliens contre les infrastructures portuaires, aéroportuaires et énergétiques).
- En Afrique du Nord, les offensives diplomatiques du **Maroc** pour faire reconnaître sa souveraineté sur le **Sahara occidental** risquent de contrarier Alger dans sa stratégie d'ouverture sur la scène internationale. Ces rivalités régionales grandissantes s'additionnent à des environnements sécuritaires volatiles aux portes du Maghreb, notamment en **Libye** où les **affrontements inter-milices** sont récurrents en dépit de cessez-le-feu répétés, et au Sahel où l'instabilité menace à nouveau le **Sud de l'Algérie**, théâtre ces dernières semaines d'**actions violentes contre des ressortissants européens**

(assassinat d'une ressortissante suisse à Djanet en octobre et enlèvement d'un ressortissant espagnol près de Tamanrasset en janvier 2025).

- En **Tunisie**, la tendance au **verrouillage politique** du régime s'est confirmée avec, en octobre, la réélection sans surprise du président **Kais Saïed** lors d'un scrutin marqué par une **forte répression** et une absence de conditions démocratiques. Si l'opposition et la société civile sont de plus en plus muselées, les **risques de troubles sociaux** amenés par la grave **crise socio-économique et financière** que traverse le pays constituent des facteurs d'inquiétude.



Amériques

En Amérique Latine, **crises électorales, tensions diplomatiques, défis sécuritaires et mobilisations sociales**

La scène politique latino-américaine s'est fracturée en 2024 entre une forme de continuité et une certaine polarisation des forces. Des élections générales se sont tenues **sans heurts et sans rupture** avec la réélection de Nayib Bukele au **Salvador** (toujours sous état d'exception prolongé), celle de Luis Abinader en **République dominicaine**, la victoire de José Raul Mulino au **Panama**, et celle de Yamandu Orsi en **Uruguay**.

A l'inverse, d'autres élections ont donné lieu à des **situations beaucoup plus troublées** notamment au **Venezuela** où le **résultat est toujours contesté** par la communauté internationale (dont le Brésil et la Colombie, avec lesquels les relations sont devenues glaciales) et l'opposition.

Au **Mexique**, le crime organisé a pesé sur la campagne des élections fédérales, la plus sanglante de l'histoire du pays. La nouvelle présidente Claudia Sheinbaum a depuis engagé des aménagements de la **stratégie de lutte contre le narcotrafic**, à mi-chemin entre méthode douce et guerre ouverte de ses prédécesseurs.

Au **Brésil**, les élections municipales et régionales d'octobre ont montré une percée significative de la droite modérée, contrairement au raz-de-marée attendu de l'extrême droite dans un **environnement polarisé**, révélant de potentielles divisions internes dans la base politique de l'ancien président Jair Bolsonaro.

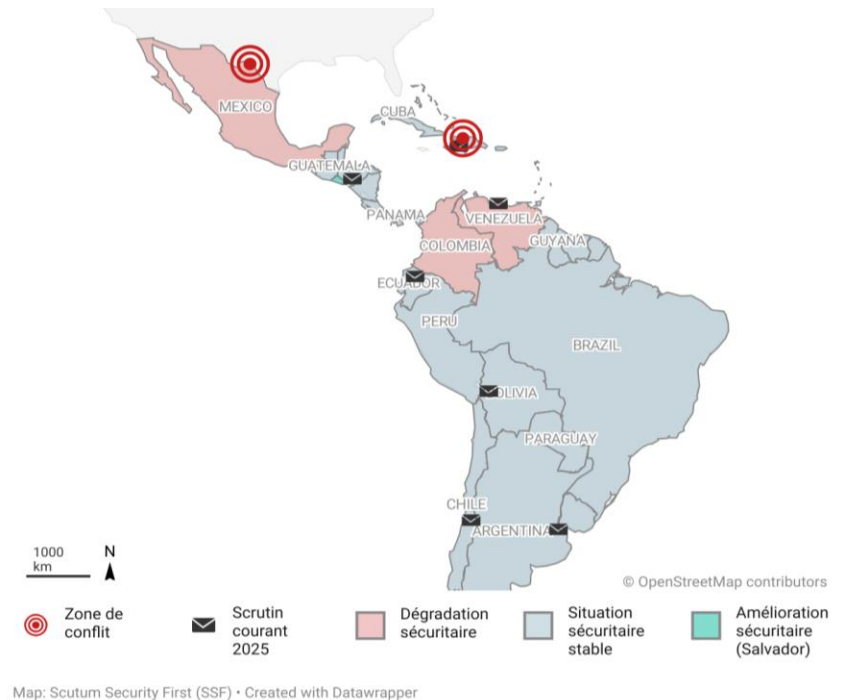
En **Colombie**, la politique de « paix totale » menée par le président Gustavo Petro a quant à elle été mise à mal par de nouvelles **flambées de violences** et l'absence d'avancées concrètes, perdant le soutien de l'opinion publique.

En **Haïti**, un climat d'**insécurité aigüe** s'est installé sous le coup de la violence des gangs, engendrant des déplacements importants de population. La mission internationale portée par la police kényane n'est pas parvenue à endiguer les violences, de même que le gouvernement de transition a échoué à consolider un socle institutionnel stable.

A l'échelle régionale, les **mobilisations sociales d'ampleur** demeurent récurrentes. Au **Pérou**, elles ont notamment pris la forme de grèves massives des transporteurs publics suite à une vague d'extorsions en particulier à Lima au mois de septembre.

2024 a par ailleurs été caractérisée par un **coût important des aléas climatiques**, comme l'ont

démonstré les **ouragans Milton et Hélène**, les **inondations** dans le sud du Brésil ou encore les **incendies** à Los Angeles et en Amazonie (la superficie végétale détruite par les incendies au Brésil a augmenté de 79% sur l'année, atteignant 30,8 millions d'hectares).



/ Amériques

Reconfigurations et incertitudes politiques pour l'ouverture de la nouvelle ère Donald Trump

Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, une **intensification de la guerre commerciale avec la Chine** affectant la région, de même qu'une **reconfiguration des relations régionales** et des **tensions** sont à anticiper – notamment avec le **Mexique** sur les questions économiques et migratoire ; avec le **Panama** sur le canal ; avec le **Honduras**, qui menace de fermer les bases américaines sur son sol en cas d'expulsions massives de ses ressortissants des Etats-Unis. A une échelle plus large, le président américain a également **menacé de couper l'accès au marché des Etats-Unis** pour les pays des **BRICS+**, sous l'actuelle présidence du Brésil, en cas de non-recours au dollar, ce qui pourrait freiner, ou bien au contraire, inciter le groupe à développer des alternatives émancipatrices.

A contrario, **l'Argentine** de Javier Milei se voit conforter dans sa **politique de rapprochement avec Washington**. Prévues en octobre, les prochaines **élections législatives** argentines feront office de référendum pour la politique ultralibérale du président, entre stabilisation macro-économique et coût social.

L'année 2025 permettra de **mesurer l'impact de tendances politico-électorales présentes depuis 2023**, comme la montée de candidats antisystème (Javier Milei, Nayib Bukele), et la consolidation de régimes autoritaires (Venezuela, Nicaragua).

Des **élections générales** sont attendues dans un **contexte international conflictuel et incertain**, marqué par un pouvoir d'achat globalement affaibli et une augmentation des niveaux d'insécurité qui accroissent la **frustration sociale**.

En **Equateur**, Daniel Noboa affrontera comme en 2023 l'opposition, au premier rang de laquelle Luisa Gonzalez, sur fond de **crise sécuritaire et énergétique persistante**, et de confrontation au sein du pouvoir exécutif.

En **Bolivie**, la période pré-électorale devrait être ponctuée de nouveaux rassemblements partisans d'ampleur avec un **risque significatif de heurts** en raison de la confrontation partisane entre Luis Arce et Evo Morales au sein du Mouvement vers le socialisme (MAS), en position hégémonique face à une opposition fragmentée.

Au **Chili**, l'échec du processus de réforme constitutionnelle et l'élection présidentielle de 2022 ont façonné les **anciennes coalitions** face aux



acteurs politiques émergents. Le camp de gauche de Gabriel Boric, affaibli, se mesurera notamment au centre-droit d'Evelyn Matthei.

Au **Honduras**, toujours en prise avec des **scandales de corruption**, l'élection présidentielle verra le Parti national (PN), en crise face à la pénétration des cartels du crime organisé, affronter en particulier le Parti libéral (PL) et le parti Libertad y Refundacion (Libre) de l'actuelle présidente Xiomara Castro.

La démission de Justin Trudeau plonge quant à elle le **Canada** dans une **période d'incertitude**, alors que Donald Trump multiplie les provocations et menaces économiques à l'égard du pays. Le Parti libéral, divisé, fait face à une opposition conservatrice renforcée et au Nouveau parti démocratique (NPD) à gauche.

La **crise de gouvernance** se poursuit à **Haïti** à la suite du limogeage du Premier ministre Garry Conille et son remplacement contesté par l'homme d'affaires Alix Didier Fils-Aimé en novembre 2024 par le Conseil présidentiel pour la transition. Les autorités haïtiennes ont annoncé un référendum constitutionnel et une élection présidentielle d'ici début 2026, des objectifs qui paraissent peu réalistes à ce stade.

/ Asie-Pacifique (APAC)

Aggravation des foyers d'instabilité préexistants et des incertitudes, sur fond de poursuite de la **compétition régionale entre la Chine et les Etats-Unis**

Contribuant à accentuer l'instabilité régionale, la Chine a intensifié ses **manœuvres militaires en mer de Chine méridionale**, avec, depuis l'été 2024, une multiplication des accrochages avec les Philippines. Manille a répondu à ces incidents de manière plus engagée que par le passé et a resserré ses liens militaires avec le bloc occidental, mais cette alliance paraît plus que jamais tributaire de l'évolution de la compétition régionale Etats-Unis - Chine sous la nouvelle administration Trump. L'année a en outre été marquée par le renforcement de la présence navale chinoise (et occidentale en réaction) dans le **détroit de Taïwan** à la suite de l'investiture du président taïwanais Lai Ching-Te, illustrant les tensions majeures qui persistent autour de la question taïwanaise.

Dans la **péninsule coréenne**, les tensions entre le Nord et le Sud ont continué de s'aggraver, sans perspective d'amélioration à court terme. L'année 2024 a commencé par un discours surprise du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, dans lequel il a abandonné la politique nord-coréenne d'unification

pacifique avec la Corée du Sud, vieille de plusieurs décennies, et a déclaré que Séoul était le principal ennemi de Pyongyang. L'année s'est terminée par la ratification par Kim Jong-Un d'un pacte de défense mutuelle avec Moscou et le déploiement de milliers de Nord-Coréens pour combattre aux côtés de la Russie contre l'Ukraine, liant ainsi Pyongyang aux questions de sécurité collective européenne.

L'année électorale 2024 dans la région APAC a contribué d'une part au renforcement global de la corruption et de l'influence des militaires sur les pouvoirs civils dans plusieurs pays, notamment en **Indonésie**, en **Thaïlande** et surtout au **Pakistan**, qui a traversé une crise politique aiguë lors des élections générales très contestées de février, contribuant à une des années les plus violentes dans le pays depuis plus d'une décennie. Dans le même temps, certains pouvoirs civils ont connu une fragilisation en entrant dans des logiques de coalition gouvernementale, à l'instar de la **Thaïlande** ou de **l'Inde** (où le BJP du Premier ministre Narendra Modi a connu un recul électoral), favorisant l'incertitude et ouvrant la voie à de possibles crises politiques courant 2025.

Des pays jouissant d'un contexte sécuritaire jugé stable ont connu des épisodes significatifs d'instabilité, au **Japon** notamment mais surtout en **Corée du Sud**, avec la tentative ratée du président

d'imposer la loi martiale en décembre, provoquant une séquence de chaos politique inédite sans pour autant altérer sensiblement l'environnement sécuritaire du pays ou provoquer une escalade militaire avec la Corée du Nord.

En outre, l'année a souligné **la fragilité de plusieurs gouvernements civils dans des pays en proie à des défis socioéconomiques majeurs** tels que le **Sri Lanka** (qui a connu une alternance politique) ou le **Bangladesh**, qui a été affecté par des troubles majeurs débouchant sur une révolution à l'été. La période de transition a conduit à une relative amélioration du contexte sécuritaire, mais l'évolution de celui-ci demeure marquée par de fortes incertitudes et le risque du retour à des troubles sociopolitiques généralisés, faute d'amélioration du contexte socioéconomique.



Asie-Pacifique (APAC)

Persistance de la menace de **groupes insurgés et militants**, facteur structurant à l'échelle régionale

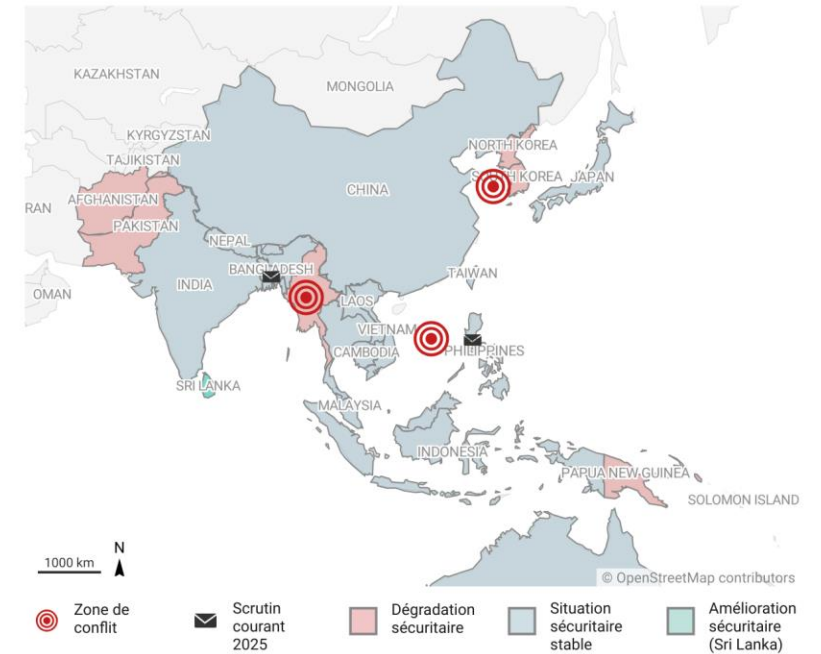
A l'échelle régionale, le risque que constituent les groupes insurgés et militants demeure largement favorisé par les foyers d'instabilité majeurs que sont la **Birmanie** (toujours en proie à une guerre civile), le **Pakistan** (aggravation de la menace du TTP et des groupes séparatistes baloutches) et l'**Afghanistan**.

Malgré les tentatives des talibans pour juguler cette menace, l'Afghanistan continue de constituer un refuge pour plusieurs groupes islamistes radicaux non idéologiquement alignés voire hostiles aux talibans (TTP, IS-K, Al-Qaïda). Ces foyers d'instabilité menacent avant tout la sécurité des pays voisins mais ont également permis à ces groupes de projeter leurs actions à l'étranger (attaque de l'IS-K à Moscou en mars). En outre, les ressortissants occidentaux et les intérêts chinois demeurent des cibles de choix de ces groupes militants, notamment au **Pakistan** où le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) a été visé par plusieurs attaques d'ampleur, témoignant des tensions majeures autour de ces projets d'investissement et de la question cardinale du manque de retombées économiques pour les populations locales.

A surveiller en 2025

- **Intensification de la compétition régionale entre la Chine et les Etats-Unis**, via une reprise de la guerre commerciale de haute intensité entre les deux pays. Cette polarisation continuera d'influer grandement sur la politique intérieure des pays de la région et leurs stratégies économiques et commerciales. La Chine augmentera probablement ses investissements en Asie du Sud-Est en vue de renforcer son influence régionale et contourner les probables sanctions américaines, ce qui accentuera la pression sur ces pays pour se ranger du côté de Pékin, quitte à s'exposer à des représailles américaines.
- Evolution de la **guerre civile en Birmanie** et son impact régional, notamment sur la criminalité organisée.
- Evolution de la situation économique et politique des **pays en proie à des difficultés socioéconomiques majeures** (Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh), favorisant l'instabilité et la défiance envers les gouvernements. Au Bangladesh, les élections prévues courant 2025 risquent d'engendrer une nouvelle crise sécuritaire et des violences.

- Suivi des tensions dans le **détroit de Taïwan** et en **mer de Chine méridionale**, malgré un risque limité de conflit ouvert.



Map: Scutum Security First (SSF) • Created with Datawrapper

/ Europe & CEI

Un environnement sécuritaire régional structuré par la **guerre en Ukraine** et la **guerre hybride russe**, et tributaire à court et moyen terme de **l'évolution de la relation transatlantique**

Le conflit en Ukraine continue d'être le principal facteur d'instabilité pour l'environnement sécuritaire européen. Si l'année 2022 a été celle de l'invasion et 2023 celle de la stagnation du front, l'année 2024 a été marquée par le lent effritement des lignes ukrainiennes au profit de la Russie, mais également par l'ouverture d'un nouveau front en territoire russe.

Au-delà de l'Ukraine, la **guerre hybride menée par la Russie en Europe**, notamment en **Europe de l'Est** et dans le **Caucase**, a continué d'alimenter l'instabilité et les crises, et interfère directement avec la vie et les institutions démocratiques des pays européens. En **Géorgie**, la reconduction du pouvoir sortant favorable à la Russie lors des élections, dont les résultats ont été rejetés par l'opposition pro européenne, a entraîné une crise politique et institutionnelle ainsi que des manifestations antigouvernementales d'ampleur. En **Bulgarie**, la crise politique persiste après les 7^e élections législatives depuis 2021 et alors que la nouvelle coalition formée début 2025 reste fragile. En **Roumanie**, l'ingérence électorale russe a

abouti à l'annulation de l'élection présidentielle, provoquant une crise politique majeure dans le pays. En **Moldavie** voisine, les mêmes accusations d'ingérences russes ont contribué à de fortes tensions lors de l'élection présidentielle et du référendum pour l'objectif d'adhésion à l'Union européenne, finalement remportés de justesse par le camp pro-européen.

Dans les pays du **Nord de l'Europe** et particulièrement autour de la mer Baltique, la campagne de déstabilisation russe s'est accentuée avec une multiplication des incidents (sabotages de câbles sous-marins et des télécommunications, cyberattaques, espionnage), alimentant les craintes pour la sécurité de ces pays.

En outre, une **recrudescence des tensions** dans les **Balkans** a été observée fin 2024 entre la **Serbie** et le **Kosovo** à la suite d'une attaque à l'explosif contre le canal Ibar-Lepenac, essentiel pour l'alimentation en eau de deux centrales thermiques à Zubin Potok (Kosovo), qui a été attribuée par Pristina à des groupes soutenus par Belgrade. Par ailleurs, le président du Parlement kosovar a expulsé plusieurs députés de la minorité serbe en raison de leurs absences répétées ; une décision susceptible d'intensifier les tensions interethniques et de compliquer davantage les relations déjà fragiles entre

Pristina et Belgrade, alors que sont prévues des **élections législatives au Kosovo en février 2025**.

En **Europe occidentale**, les pays considérés moteurs de l'Union européenne traversent des phases d'**instabilité gouvernementale**, d'une part en **France** où les élections législatives anticipées n'ont pas donné de clair vainqueur et ont renforcé la crise politique et de gouvernance, et d'autre part en **Allemagne** où la coalition gouvernementale menée par le chancelier Olaf Scholz s'est délitée. L'affaiblissement politique de Paris et Berlin contribue à la fragilité du bloc européen dans le jeu géopolitique global, de plus en plus dicté par des logiques de compétition stratégique entre les Etats-Unis et la Chine et les menaces directes que pose la Russie sur l'environnement sécuritaire régional.



/ Europe & CEI

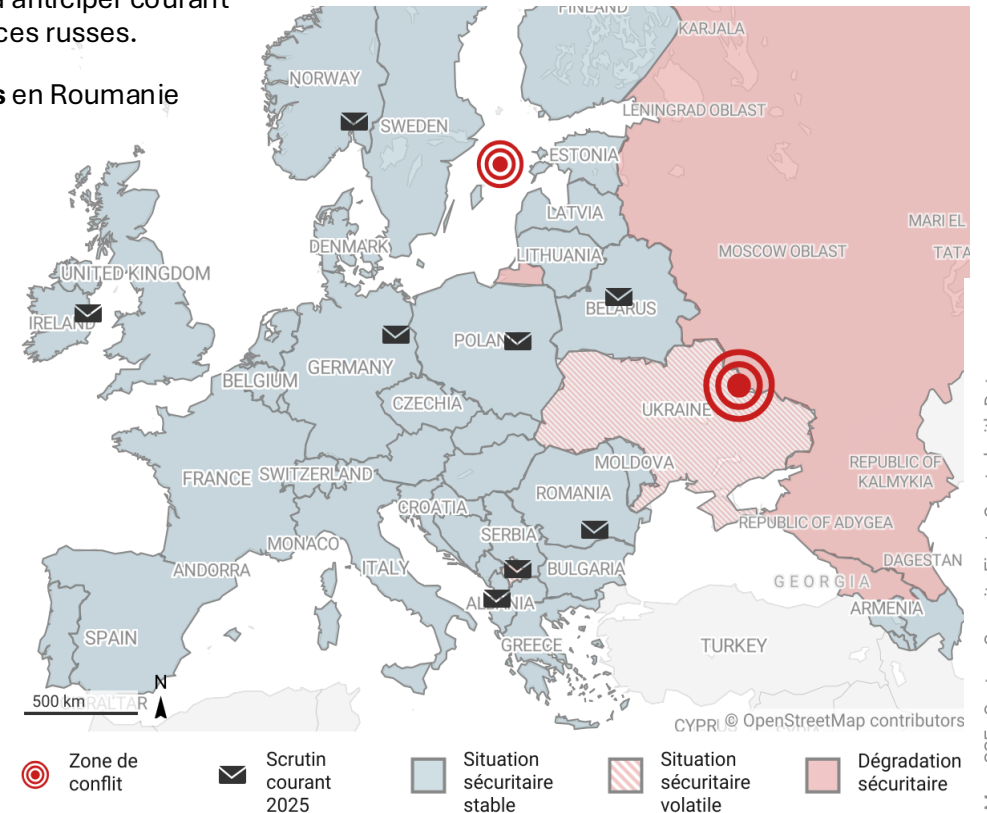
Une amplification des événements climatiques extrêmes, aux impacts humanitaires, socio-économiques et sur les déplacements

Des catastrophes naturelles d'ampleur ont frappé le continent, à l'instar des inondations qui ont frappé **l'Espagne** fin octobre et causé plus de 230 morts et d'importants dégâts, en particulier dans la région de Valence. La tempête Boris en septembre a quant à elle engendré des inondations inédites dans de vastes régions d'**Europe de l'Est et centrale** (Autriche, République tchèque, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Hongrie), causant au moins 29 morts.

A surveiller en 2025

- **En Ukraine**, des progrès vers un cessez-le-feu que le président américain Donald Trump souhaiterait sceller devraient avoir lieu. Pour Kiev, la question est de savoir quelle paix émergera d'un potentiel accord avec Moscou.
- **Evolution des projets d'autonomisation du bloc européen**, notamment en matière de sécurité collective, dans le jeu de compétition Etats-Unis - Chine, et face à la guerre hybride russe.

- **Menace du terrorisme islamiste international**, notamment en Russie.
- **Evolution de la situation politique intérieure** dans les pays d'Europe occidentale en proie à des phases d'instabilité, comme en France et en Allemagne, avec des élections à anticiper courant 2025 et de probables interférences russes.
- **Evolution des crises politiques en Roumanie** et en Géorgie.



Agenda électoral

Dates non confirmées voire tenue incertaine

Australie, d'ici au 17 mai : élections fédérales

Bangladesh, fin 2025 : élections générales

Cameroun, octobre : élection présidentielle

Canada, d'ici octobre : élections fédérales

Côte d'Ivoire, octobre : élection présidentielle

Guyana, d'ici fin 2025 : élections générales

Haïti, d'ici fin 2025 : annonce d'un référendum et d'élections générales

Irak, d'ici octobre 2025 : élections législatives

Irlande, d'ici au 27 octobre : élection présidentielle

Jamaïque, d'ici novembre : élections générales

Moldavie, d'ici au 11 juillet : élections parlementaires

Pologne, mai : élection présidentielle

République centrafricaine, d'ici décembre : élections générales

Singapour, d'ici au 23 novembre : élections générales

Suriname, mai : élections générales

Tanzanie, octobre : élections générales

Togo, mai : élection présidentielle (indirecte)

Trinité-et-Tobago, août : élections générales

Venezuela, d'ici fin 2025 : élections parlementaires

2025

Janvier

- Liban (9) Présidentielle indirecte
- Comores (12) Législatives
- Croatie (12) Présidentielle 2nd tour
- Biélorussie (26) Présidentielle

Février

- Inde (5) Législatives de Delhi
- Kosovo (9) Parlementaires
- Equateur (9) Générales 1^{er} tour
- Togo (15) Sénatoriales
- Comores (16) Locales
- Allemagne (23) Législatives

Mars

- Tadjikistan (2, 28) Parlementaires
- Honduras (9) Primaires pour la présidentielle

Avril

- RCA (6) Législatives & locales
- Groenland (6) Générales
- Gabon (12) Présidentielle
- Equateur (13) Générales 2nd tour

Mai

- Roumanie (4, 18) Présidentielle
- Albanie (11) Législatives
- Philippines (12) Générales
- Pologne (18) Présidentielle

Juin

- Mexique (1) Judiciaires
- Burundi (5) Législatives
- Chili (29) Primaires présidentielle et parlementaires

Juillet

Août

- Bolivie (17) Générales

Septembre

- Norvège (8) Parlementaires
- Malawi (16) Générales
- Seychelles (27) Générales
- Allemagne (28) Générales

Octobre

- Argentine (3, 26) Législatives

Novembre

- Etats-Unis (4) Législatives & gouverneurs
- Chili (16) Générales
- Argentine (26) Législatives
- Honduras (30) Présidentielle

Décembre

Agenda international

MONDE MUSULMAN
 Ramadan
 28 février - 29 mars

BRESIL
 COP 30
 10-21 novembre

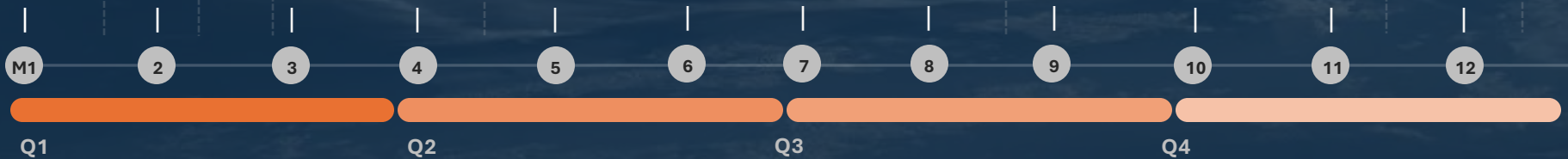
ETATS-UNIS
 Investiture de Donald Trump
 20 janvier

ANGLETERRE
 Coupe du monde féminine de rugby
 22 août - 27 septembre

JAPON
 Exposition universelle d'Osaka
 13 avril - 30 octobre

MAROC
 Coupe d'Afrique des nations
 21 décembre - 18 janvier

FRANCE
 Sommet international de l'IA
 10-11 février



Votre partenaire sûreté à l'international



Information & Analyse

*Information pays
Alertes 24/7
Études sur mesure*

Formation

*E-learning
Formation avant départ
Exercices de gestion de crise*



Conseil

*Renseignement d'affaires
Audit de la sûreté des déplacements
Conseil en management de la sûreté
Conseil en conformité ISO 31030*

Technologies

*Plateforme de suivi
Application mobile
Bouton SOS et Safety Check*

Opérations

*Security Operation Center 24/7
Accompagnement en zones à risque
Appui à la gestion de crise*